



Montreuil, le 24 janvier 2018

CONFLIT DANS L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE : LA MINISTRE, LE PREMIER MINISTRE ET LE PRESIDENT PORTENT DE LOURDES RESPONSABILITES.

Après 10 jours d'un conflit emblématique, la ministre de la justice, lors d'un deuxième rendez-vous avec les organisations syndicales hier après-midi, se contente toujours de mettre des propositions sur la table à des années lumière des légitimes exigences des agents et des besoins du service public.

Pire, en avançant la création d'une « prime de sécurité » réservée à certains sites, elle divise les personnels et pratique la surrenchère dans les dérives sécuritaires.

Alors que le gouvernement se vante d'un effort considérable et, à ses yeux, quasi indépassable en estimant à 30 millions d'euros l'enveloppe globale dégagée, il est utile de rappeler certaines vérités.

Un exemple suffit pour cela : la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune (l'ISF) mise en place par Emmanuel Macron et Edouard Philippe, destinée à quelques dizaines de milliers de riches fortunés, coûte environ 3 milliards d'euros aux finances publiques.

C'est 100 fois plus que pour les salariés de l'administration pénitentiaire !

D'un côté, un service public vital pour la société, avec des agents travaillant dans des conditions indignes, de l'autre une majeure partie de privilégiés dont on ne voit pas que l'accroissement de leur fortune profite en quoi que ce soit à l'intérêt général.

C'est pourquoi, l'UFSE-CGT continue à soutenir pleinement le juste combat des personnels et l'engagement de la CGT pénitentiaire dans cette lutte.

Nous soulignons à nouveau que, contrairement à ce que disent à longueur de temps la plupart des médias, les salariés de l'administration pénitentiaire sont privés du droit fondamental de faire grève.

Que ce soit en matière d'effectifs, de statutaire, d'indemnitaire et de politique pénale, la ministre, le Premier ministre et le Président doivent prendre la mesure du mouvement et apporter de véritables réponses aux justes revendications des personnels.

[Tract CGT Pénitentiaire](#)